

ÉTÉ 2020 : LES VACANCES AUTREMENT. ET APRÈS ?

Cette période estivale est un peu différente des années précédentes. Du fait du Covid-19, certaines personnes ont pris l'option de rester en Belgique pour leurs vacances. Les autorités, les opérateurs touristiques, les médias mettent en avant les trésors naturels, patrimoniaux, culturels, gastronomiques à re-découvrir en Belgique, très bien. Revenons sur deux aspects.

Tout d'abord, rappelons que bon nombre de personnes en situation de précarité n'ont jamais ou très peu l'occasion d'avoir accès à une journée récréative ou à un séjour de détente. Notre société renvoie encore aujourd'hui une image valorisante des voyages à l'étranger. La publicité contribue à ce sentiment, ce qui n'est pas facile à vivre pour les personnes ne pouvant « se payer » un séjour lointain.

En parallèle, depuis plusieurs années, le mouvement « Flight shame » (traduction : la honte de voler) se développe au départ de la Suède. Dans ce pays, le mouvement a réussi à faire baisser de 3% le nombre de vols domestiques. Les partisans de ce mouvement expliquent : « un aller-retour Bruxelles-New York émet autant de carbone (2,222 kg) que les émissions annuelles moyennes d'une voiture (2,300 kg). Les efforts pour réduire notre empreinte environnementale d'une année sont anéantis en un voyage »¹. Quoi que nous pensions de cette stratégie, il faut reconnaître la cohérence de ces militants entre leurs convictions et leurs actions.

Ensuite, cette relocalisation des séjours de détente à proximité, choisie ou subie, a un impact favorable indéniable sur le plan environnemental. En effet, le secteur de l'aviation connaît une augmentation fulgurante. En 2019, il représente quelque 4,5 milliards de passagers et plus de 100.000 vols par jour. Revers de la médaille, l'aviation est responsable de 2 à 3 % des

émissions de CO2 dans le monde. Puis vient le confinement. Au 1er mai, 60% de la flotte commerciale mondiale était à l'arrêt. Les émissions de CO2 dans le monde devraient diminuer de 8% en 2020 par rapport à 2019, d'après l'Agence Internationale de l'Énergie. Mais après, quid de l'effet rebond ?

N'en déplaise aux partisans de l'écologie bleue, la technologie ne résoudra pas tout. En 2038, l'Association internationale du transport aérien s'attend à embarquer plus de huit milliards de passagers². Dans ces conditions, penser que « le libéralisme est l'unique solution pour préserver notre environnement³ » relève de l'irresponsabilité.

Certains appellent à la relance de l'économie au plus vite. Au MOC, nous appelons à une transition radicale et urgente de nos modes de production et de nos modes de consommation. Un changement est nécessaire. Il nécessitera de s'en donner les moyens, la pédagogie, pour dessiner les contours d'un futur désirable et durable.

Concrètement, au niveau du secteur aérien, nous attendons des partis politiques qu'ils osent lier la relance des activités aériennes à des exigences en matière de taxe sur le kérosène ou de taxe sur les billets d'avion. Plus globalement, le tourisme pourrait être un créneau de développement pour l'économie sociale. Un investissement massif et soutenu dans l'offre de transport en commun et l'offre en infrastructures de mobilité douce (pistes cyclables sécurisées, RAVEL) en Wallonie est incontournable. Non seulement, il constituera un atout en terme d'attractivité touristique, mais il améliorera la mobilité des locaux tout au long de l'année.

Jean-Nicolas Burnotte

P. 1

Éditorial

P. 2-3

En bref dans nos organisations

P. 4-5

Faisons connaissance avec...
Marylène Nicolay

P. 6-7-8

Dossier :
« Partons en live »

¹ 11 s'informe, mars 2020, CNCD 11.11.11.

² Ibidem

³ Corentin de Salle et David Clarinval. Ecologie verte et écologie bleue. Février 2019 <https://www.cjg.be/ecologie-verte-ecologie-bleue/>

EN BREF DANS NOS ORGANISATIONS

LE CIEP VOUS INTERROGE SUR NOTRE SOCIÉTÉ DE DEMAIN...



Les crises se suivent et s'entremêlent, elles sont le propre de divers secteurs : crises financière, économique, environnementale, sociale, culturelle, institutionnelle... et aujourd'hui sanitaire ! Elles ont des points communs, entre autres le fait qu'elles soient

aiguës, construites sur de profondes inégalités, elles sont mondiales, trouvent leur origine dans un fonctionnement anarchique et débridé de nos sociétés de consommation, ...

La crise du Covid-19 que nous connaissons actuellement met davantage en exergue ces dysfonctionnements dans la gestion des pays par les États et le caractère douloureux de l'épreuve subie par les populations et le monde des soignants ! Pourtant, des voix s'élèvent, des actions sont menées, des citoyens réclament un changement, qu'il soit progressif ou radical.

Et vous ? Comment avez-vous vécu cette longue période de confinement, propice à la remise en question, à la réflexion, à l'émergence d'un regard neuf sur notre fonctionnement personnel, mais aussi collectif ? Quels enseignements en tirer ? Qu'a mis en évidence cette période sur notre société et son organisation ? Que souhaitons-nous apporter comme changement pour une société qui corresponde à nos attentes ? À ce que l'on souhaite qu'elle

soit ? Et si, comme dit Bernard Badie « à travers la revendication d'un nouvel État de bien-être, c'était surtout la réhabilitation du social qui était attendue ? »

Le samedi 19 septembre de 9h00 à 13h00 à la Maison de la culture d'Arlon, nous vous invitons à nous rejoindre afin de partager vos considérations, d'en débattre et de construire une réflexion commune au sein d'un groupe de citoyens. Cette matinée de travail aboutira à la rédaction de quelques questions sur lesquelles le monde politique sera appelé à prendre position lors d'une prochaine rencontre.

Le jeudi 8 octobre à 19 h 30 à la Maison de la Culture d'Arlon, nous invitons en effet les six principaux partis politiques. Il leur sera, entre autres, proposé de se positionner quant à ces questions, mais également d'établir une ligne de conduite quant à cette crise et aux mesures qu'ils s'engagent à mettre en place.

INFOS ET INSCRIPTIONS

Jean-Nicolas Burnotte

☎ 063/21 87 26

✉ jn.burnotte@mocluxembourg.be

UN GROUPE DE PAROLE À VIRTON

Début septembre, à Virton, une nouvelle activité du Ciep Luxembourg verra le jour. En effet, suite à la délicate période que nous venons de traverser et dont certains n'en voient pas encore le bout, plusieurs constats et réflexions ont poussé à la mise en place d'une activité d'une toute autre nature : des petits déjeuners, où les participants pourront se confier sur leur vécu du confinement. Cette nouvelle activité viendra remplacer le K-fé citoyen, tel que connu et animé par les Virtonais.

D'une part, on peut attribuer au Covid un lot de bénéfices, notamment le sursaut de conscience de plusieurs à vouloir « ralentir » le rythme, la consommation, à vouloir retrouver une certaine liberté. De l'autre, cette crise sanitaire est venue se superposer à une crise sociale déjà existante et se révèle dévastatrice pour bien trop de personnes.

Le président français a déclaré un état de « guerre sanitaire ». On peut certes s'interroger sur le choix lexical, mais une chose est sûre, à l'instar des guerres du passé, celle-ci est à nouveau payée par les classes populaires ! Soudainement, les plus modestes constatent la disparition du travail informel, la hausse de la consommation de l'énergie et des prix des produits de première

nécessité. En outre, la fracture numérique ne s'est jamais autant fait ressentir. À cela s'ajoute le manque regrettable et flagrant d'attention des autorités fédérales envers les plus vulnérables. Le premier réflexe a été le sauvetage des entreprises et des investissements. Bien heureusement, le tissu local s'est activé et a pu répondre aux besoins primaires : distribution de repas en masse, téléphone solidaire, ...

Avec du café et des croissants, mais sans tabou, un mercredi sur deux de 9h30 à 11h30, nous dénouerons les langues sur l'expérience de l'épreuve du confinement. Nous dresserons un constat sur les failles du modèle social en cette période, sur la sédentarisation forcée, sur les défis et espoirs partagés. Ces rencontres sont gratuites et ouvertes à toutes et tous.

INFOS ET INSCRIPTIONS

Martin Heyde

☎ 063/21 87 38

✉ m.heyde@mocluxembourg.be



MYCÉLIUM — ÉMERGENCE DE SAVOIRS

« Explorons la démocratie participative »

Le CIEP Luxembourg vous invite à co-construire une réflexion autour de la « démocratie participative » : abstraite ? Concrète ? Illusion ? Utopie ? Impossible ? Nécessaire ? Bienvenue ? Dépassée ? Complexe ?

Cette vaste notion nous permet surtout de penser et d'envisager autrement nos pouvoirs citoyens. Que souhaitent ces voix citoyennes qui cherchent à s'exprimer plus directement dans le champ des décisions politiques ? Comment se regroupent-elles ? Quelles sont leur marge de manoeuvre et leurs limites ?

Promenons-nous ensemble au sein d'expériences citoyennes qui donnent vie à cet esprit politique. Offrons-nous une compréhension nouvelle de ces formes de démocraties à travers une série de rencontres, de visites et de moments d'échanges.

Le Ciep vous propose une formule qui articule co-construction de savoirs et expérimentation d'outils en intelligence collective. Notre

approche veut susciter une posture critique autour d'une thématique passionnante chez chacun et chacune d'entre vous.

Ce groupe de réflexion s'articule en 15 séances, d'octobre 2020 à mai 2021 (un jeudi sur deux, hors vacances scolaires) à Arlon de 18h30 à 21h30. Il est gratuit et ouvert à toutes et tous.



INFOS ET INSCRIPTIONS

Antonin Thomas

☎ 063/21 87 38

✉ a.thomas@mocluxembourg.be

Camille Hubert

☎ 063/21 87 33

✉ c.hubert@mocluxembourg.be

UN ATELIER DE RÉFLEXION SUR LE CORPS



Du lundi 17 août au vendredi 21 août, Vie Féminine vous propose un atelier sur le thème du corps : « mon corps... nos corps... une histoire pas si intime ». Lors de ces

matinées, il s'agira de partir à la rencontre de ce qui constitue les transversales de nos vies, à travers le prisme du corps. Le but de ces journées est d'échanger et de réfléchir de façon libre sur les enjeux liés à notre corps, les pressions qu'il subit, le ressenti de chacune face à son corps, ce qui est jugé juste ou ce qui révolte.

Ces cinq matinées se veulent comme des moments de légèreté, où ensemble, le groupe (re)découvrira des enjeux et questionnements liés au corps. Ces rencontres seront également des occasions de s'informer, de s'armer et de se renforcer grâce aux échanges de groupe.

Cette activité est totalement gratuite, mais les places sont limitées. Une inscription est donc souhaitée pour cet événement.



Du lundi 17 août au vendredi 21 août 2020
de 09h15 à 11h45

A l'Espace Bologne, rue de Bologne, 1
6720 Habay-la-Neuve

INFOS ET INSCRIPTIONS

Sarah Pintus

☎ 063/22 56 25 - 0496/03 02 94

✉ antenne-aubange@viefeminine.be

FAISONS CONNAISSANCE AVEC ...

MARYLÈNE NICOLAY

QUEL EST VOTRE PARCOURS AVANT VOTRE ARRIVÉE CHEZ MODE D'EMPLOI ?



Coordinatrice de l'ASBL
Mode d'Emploi Luxembourg



Je suis licenciée en sociologie, avec une orientation socialisation et éducation. Mon mémoire s'est porté sur la réinsertion des détenus, une thématique qui m'intéresse depuis longtemps. Après mon diplôme, j'ai d'abord travaillé à la Mirelux, la Mission Régionale pour l'Emploi en Luxembourg. Mon travail consistait à accompagner les personnes de façon individuelle sur une période de six mois, pour les aider dans leur recherche d'emploi, avec pour objectif une signature de contrat de travail à la fin de mon accompagnement. J'ai également travaillé dans différents projets touchant à l'insertion, notamment à l'École de la deuxième chance transfrontalière et au service d'insertion au CPAS de Virton. J'ai eu d'autres emplois dans des domaines et fonctions assez variés : enseignement, agence intérimaire, Centre d'Action Laïque, accompagnement en entreprise à l'IFAPME, ...

POUVEZ-VOUS NOUS PRÉSENTER MODE D'EMPLOI ?

Mode d'Emploi a été créé en 2004 par Vie Féminine, avec comme objectif d'aider à la réinsertion des femmes issues des milieux populaires. Notre asbl est reconnue comme CISP (Centre d'Insertion Socio-Professionnelle) au niveau de la Région wallonne. Notre activité est centrée sur l'orientation, avec une formation « Visa pour l'emploi ».

Cette formation est divisée en plusieurs modules. Un premier module est orienté sur la connaissance de soi. Il s'agit de mettre en lumière les forces que ces femmes ont pu développer dans la sphère privée et qui seraient utiles dans le monde du travail. On y aborde également des questions plus sensibles, comme les violences conjugales, le placement d'enfants, les problèmes de logement, ... soit des problématiques qui peuvent les bloquer dans leurs démarches de recherche d'emploi et de formation. Parler de ces blocages est indispensable, car cela peut

aider les femmes à les dépasser, en particulier lors de rencontres individuelles. Dans ce module, l'aspect collectif est aussi très important, car les femmes peuvent se nourrir mutuellement de leurs expériences, et le fait de se sentir intégrées au sein d'un groupe de soutien donne le courage à certaines d'oser le changement. Le second module s'axe surtout sur une remise à niveau, au sens large du terme. La plupart des femmes que nous rencontrons n'ont pas de diplôme et il est donc nécessaire de proposer des cours de base en français, en mathématiques ou en informatique. Le troisième module est complémentaire au second, puisqu'il a pour but de présenter et utiliser les outils touchant à la recherche d'emploi, comme la création d'un CV, la rédaction d'une lettre de motivation ou la préparation à un entretien d'embauche. Le quatrième et dernier module est la mise en application des trois premiers à travers des stages.

Dès le début de la formation, on élabore avec nos participantes un projet professionnel et un projet personnel. Certaines femmes doivent passer par un décodage de certains mécanismes familiaux personnels avant de pouvoir être disponibles pour un emploi (trouver des solutions pour garder les enfants, ...). Les stages sont également un moteur de changement ; en étant sur le terrain, elles se rendent compte qu'elles ont des compétences, contrairement à ce qu'elles pouvaient penser auparavant. Au cours de leur formation, elles doivent effectuer

trois stages de manière obligatoire, avec deux stages de découverte et un stage plus professionnalisant. Un quatrième stage est également optionnel, mais la plupart des stagiaires demandent à le faire.

Prochaine formation « Visa pour l'emploi »

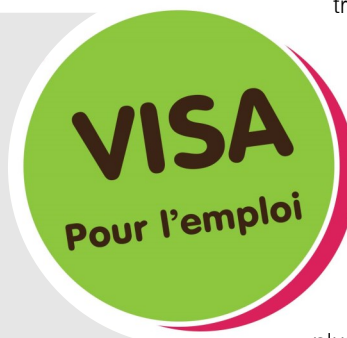
- A Libramont à partir du 21 septembre
- A Aubange à partir du 5 octobre.

INFOS ET INSCRIPTIONS

ASBL Mode d'Emploi

☎ 0495/40 40 95

✉ mdeluxembourg-coordo@viefeminine.be



L'équipe est constituée de trois formatrices qui tournent dans les deux groupes : un groupe démarre en septembre, jusqu'en avril et l'autre d'octobre jusque fin mai. Nous avons quelques interventions d'organismes extérieurs comme les Équipes Populaires, le Ciep, le Gas, ... ce qui permet d'aborder des thématiques spécifiques comme les cartes de crédits ou la consommation d'énergie. On essaye de s'adapter aux besoins du groupe.

QUELLE EST LA SPÉCIFICITÉ DU PUBLIC DE MODE D'EMPLOI ?

L'emploi est une porte d'entrée qui nous permet de travailler sur des aspects plus problématiques de la vie des femmes. En général, nos stagiaires ont un vécu assez difficile, et il est compliqué pour elles de se focaliser pleinement à la recherche d'emploi. Il est donc important pour nous de ponctuer la formation de moments qui favorisent la discussion plus personnelle. Ces femmes sont souvent très loin du monde de l'emploi, pour diverses raisons : chômage de longue durée, violences conjugales, peu de qualifications, ...

Elles subissent en parallèle une forte pression dans leur recherche d'emploi, sous peine de se mettre hors circuit et de perdre leurs allocations de chômage. Parfois, le CPAS ou le Forem les renvoie vers nous, en demandant une mise à l'emploi rapide. Certes, notre but est d'aider ces femmes, mais nous ne sommes pas dans cette optique de rentabilité : nous leur donnons surtout l'occasion de se former pour trouver un emploi

enrichissant. Quand la formation est terminée, l'accompagnement peut se poursuivre si nécessaire pour mener leurs projets à bien. Le fait que des organismes comme le CPAS ou le Forem dirigent ces femmes vers nous peut parfois constituer un frein pour certaines, car elles voient dans cette démarche une forme de contrainte légale. Nos formations sont longues, mais cette durée est nécessaire, car la recherche d'emploi implique bien plus de choses qu'un atelier d'écriture de CV. C'est cependant à double tranchant : certaines ne souhaitent pas s'engager sur le long terme et préfèrent trouver un emploi au plus vite.

COMMENT VOTRE PUBLIC A-T-IL TRAVERSÉ CETTE CRISE SANITAIRE ?

Cette période a été très compliquée, les femmes ont souffert de la perte de leur dynamique de groupe, même si elles ont gardé contact via les réseaux sociaux. Les situations familiales se sont complexifiées, les violences ont augmenté. Nous avons gardé contact avec elles, en leur téléphonant chaque semaine, mais la fracture numérique était trop présente et nous n'avons pu continuer notre formation à distance. Certaines femmes ne comprenaient pas les informations du Conseil de sécurité, car la méthode de communication et les termes utilisés n'étaient pas adaptés à notre public. Nous devons donc régulièrement clarifier avec elles les mesures de confinement. Une bonne partie de notre public n'a par exemple pas compris l'intérêt du port du masque. Cette période a également été un arrêt forcé de leur projet professionnel et les mesures prises pendant le confinement ont été des difficultés supplémentaires dans la gestion de leur quotidien (prendre un rendez-vous pour une aide au CPAS, augmentation des denrées de base, report d'entretien, ...). Cette crise sanitaire aura sans doute des conséquences sur notre public, qui sera impacté notamment au niveau de la recherche d'emploi. De plus, le gouvernement n'aura sans doute pas les moyens d'assurer un rebond de la prise en charge sociale : s'ils durcissent les conditions de maintien du chômage ou de l'aide au CPAS, nos stagiaires seront les premières pénalisées.

« MARYLÈNE REMET LE PRIX... »

• DU LIVRE INSPIRANT À :

« Le vendeur de temps » de Fernando Trias de Bes

Ce livre est écrit par un économiste espagnol. Cela raconte l'histoire d'un homme qui décide de vendre du temps, car tout le monde en manque. Cette entreprise fait complètement chuter l'économie capitaliste. Ce livre nous parle de notre rapport au temps et le fait que nous pouvons agir sur le système dans lequel on vit.

• DU FILM INSPIRANT À :

« Still Alice » de Wash Westmoreland et Richard Glatzer

C'est un film sur la maladie d'Alzheimer. À travers ce film, on voit comment cette maladie peut déstabiliser toute une famille. C'est un film bouleversant qui nous remet en question sur notre libre arbitre et sur notre capacité d'autonomie dans la vie.

• DE L'ÉVÉNEMENT MARQUANT :

Les marches de la « Manif pour tous » et co-mouvements en France en 2012

Le hasard a voulu que je me trouve à Paris lors d'une de ces marches. J'ai été particulièrement choquée par ce déferlement de haine, d'homophobie et l'instrumentalisation des enfants présents dans ce mouvement. Le monde se doit d'évoluer et d'accorder les mêmes droits à tous. Love is love !



Interview : Thérèse Willot

« PARTONS EN LIVE »

Le Covid-19 secoue la Belgique et tous les secteurs d'activité. Aussitôt confinés, des animateurs des Ciep Luxembourg et Namur échangent sur la possibilité de continuer à entretenir le débat sur des questions de société, plus que jamais importantes. Douze ans après la crise financière de 2008, la crise du coronavirus met une nouvelle fois en lumière les failles du système capitaliste et la nécessité de penser « l'après ». C'est ainsi que « Partons en live » voit le jour. Ce cycle de vidéo-conférences diffusées en direct explore des pistes pour repenser notre société. Nous avons fait un retour sur les trois premières conférences dans le numéro précédent, nous vous présentons à présent les trois suivantes...

« LES MONNAIES LOCALES, À LA CONQUÊTE DU (NOUVEAU) MONDE ? »



Avec **NICOLAS FRANKA**

Animateur au Réseau Financité

Vous voulez revoir cette rencontre ?

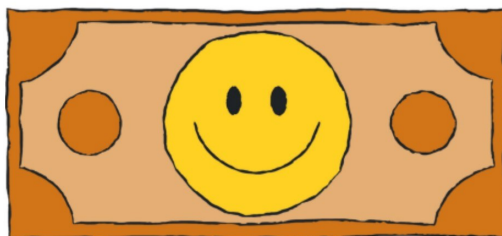
Rendez-vous sur notre chaîne Youtube CIEP-MOC Luxembourg, playlist : « Partons en live »

Que sont exactement les monnaies locales complémentaires, ces billets qui cohabitent avec une monnaie officielle, comme l'euro chez nous ? En Wallonie et à Bruxelles, on en compte actuellement 15 en circulation, 3 nouvelles sont en développement et devraient voir le jour courant 2020. Nous avons reçu Nicolas Franka pour apporter un éclairage sur le potentiel transformateur de ces monnaies qui séduisent de plus en plus d'utilisateurs. Nicolas est animateur régional chez Financité, un mouvement citoyen constitué de plusieurs associations qui s'évertue à ce que la finance résilie sa relation avec les intérêts individuels pour se recentrer sur la collectivité. Le travail de Financité prend la forme d'accompagnement, notamment dans la création d'une monnaie locale, d'études et d'analyses sur différents sujets de finance alternative : l'investissement socialement responsable, l'épargne collective, l'inclusion financière, ...

À chaque acte de consommation, nous choisissons le monde qui va avec le produit que l'on achète, sa philosophie et ses valeurs.

Pour comprendre l'intérêt d'une monnaie locale, il est pertinent de revenir sur les besoins, pourtant essentiels, auxquels les monnaies officielles ne sont plus capables de répondre, ne serait-ce qu'en termes sociaux et environnementaux. Plus encore, on affirme que les monnaies officielles sont au service d'une économie dite

« financiarisée », qui non seulement garantit l'enrichissement d'une minorité et l'appauvrissement d'une majorité, mais où l'évasion fiscale et la spéculation sont reines. En échappant au contrôle démocratique, les grandes monnaies, Dollar, Livre Sterling, Euro, ne génèrent désormais plus une économie au service de l'être humain.



« À chaque acte de consommation, nous choisissons le monde qui va avec le produit que l'on achète, sa philosophie et ses valeurs ». C'est sur base de ce constat qu'ont vu le jour le Sous-rire, le Volti, l'Ardoise ou l'Épi parmi tant d'autres. Ces monnaies locales, citoyennes, complémentaires souvent échangées à un taux

d'une unité pour un euro servent à remplir d'autres objectifs. La force de ces monnaies, c'est que lors de leur création, on peut leur attribuer les propriétés désirées en fonction de l'environnement dans lequel elles seront utilisées : favoriser l'économie locale, encourager les comportements écologiques ou encore permettre aux plus vulnérables de prendre part aux échanges économiques locaux.

Une monnaie alternative, c'est aussi un outil d'aide à la décision. Comme une boussole, elle permet d'accompagner le citoyen dans sa transition. Car il est vrai que consommer responsable peut coûter en temps et en énergie. Si votre commerce accepte la monnaie locale, c'est qu'il adhère à la charte d'utilisation de cette monnaie. Cette charte permet de fixer les valeurs promues par le projet de monnaie complémentaire¹, les objectifs véhiculés au sein du réseau, ses ambitions, ses responsabilités et celles de ses adhérents, les valeurs éthiques et morales qui sous-tendent le projet, mais également les caractéristiques des professionnels qui pourront participer au projet de monnaie complémentaire. Cette charte peut

par exemple imposer que les fournisseurs soient locaux, que les emplois soient responsables (en évitant les CDD à rallonge). Si votre petit commerce accepte votre monnaie locale, vous consommez avec la garantie d'oeuvrer au service de la collectivité.

Un autre atout de ces monnaies locales est l'effet de multiplicateur local, la capacité d'un territoire à faire circuler en son sein des richesses produites localement. Lorsque l'on utilise un Épi, on a la garantie qu'il sera réutilisé dans le même bassin économique. En accumulant de la monnaie locale dans sa trésorerie, notre boulangère sera encouragée à se fournir

localement en farine auprès d'un producteur qui a son tour acceptera la monnaie locale. Ainsi se dessinent des circuits économiques locaux et résilients. Un bienfait devenu plus audible que jamais en ces temps où le lien entre les difficultés que nous traversons et notre dépendance au commerce international n'est plus à prouver.

Nous notons un regain d'intérêt pour les monnaies locales en période de coronavirus. Plusieurs citoyens se sont intéressés à la manière dont ils pouvaient contribuer à un monde meilleur : pour certains c'est notamment via l'adoption de ces petits bons de soutien à l'économie locale. Le Réseau Financité a été fortement

sollicité par les pouvoirs publics qui considèrent à présent la piste des monnaies alternatives pour plus de résilience, si l'activité économique internationale se voyait paralysée à nouveau. Plus modestement, si ces petits billets aux symboles nous rappelant notre terroir ne permettent pas d'endiguer complètement la crise, ils posent cependant les fondations d'un monde nouveau que l'on choisit. Un monde auquel nous n'accéderons pas de façon brutale, mais par un travail sur le long terme, en modifiant notre manière de consommer et en stimulant l'activité économique à l'échelle locale.

« LOOS-EN-GOHELLE, UNE COMMUNE CO-PILOTÉE PAR SES HABITANTS »

Loos-en-Gohelle est une petite commune du Pas-de-Calais qui a pris la décision il y a quelques années de mettre en place sur son territoire un système de participation des habitants aux processus décisionnels de la mairie. Pour Antoine Raynaud, on privilégie à Loos-en-Gohelle le terme d'« implication citoyenne » plutôt que de « démocratie participative », car l'implication ajoute la dimension d'investissement personnel, attendu des gens qui s'engagent dans un processus participatif. Celui-ci peut s'appliquer à des domaines très variés, comme la biodiversité, les aménagements urbains, l'agriculture ou encore la politique alimentaire. Trois étapes sont à distinguer dans ce processus : information (réunions, sites web, ...), concertation (consultations régulières entre habitants et élus) et co-production (rassemblement autour d'un projet en intelligence collective). En partageant la décision, on crée les conditions d'élaboration collective d'une mesure. En dernier ressort, l'arbitrage reviendra à l' élu, car c'est sur cette autorité que pèse la responsabilité finale.

Ce processus participatif permet de reconnaître la légitimité des habitants dans l'élaboration de décisions politiques publiques.

Travailler en co-décision n'est pas synonyme de « perte de pouvoir » pour les élus, mais plutôt d'un gain. Les politiques publiques sont mieux calibrées, les résultats sont plus appropriés et les décisions mieux comprises. Il en ressort une meilleure légitimité pour les élus qui se retrouvent renforcés par ce processus. Cependant, ce fonctionnement peut être mal vécu par certains : on sort en effet du modèle classique de démocratie représentative, où un mandat est suffisant pour donner la légitimité à gouverner. Ce « choc culturel » peut prendre du temps, mais il se fait en toute transparence, avec

Avec **ANTOINE RAYNAUD**
Directeur de Cabinet, cheville ouvrière du Référentiel
Loossois de l'Implication Habitante

Vous voulez revoir cette rencontre ?

Rendez-vous sur notre chaîne Youtube CIEP-MOC
Luxembourg, playlist : « Partons en live »



l'aide d'agents qui sont directement au contact de la population et qui servent de relai avec les autorités. Ces méthodes bouleversent les schémas traditionnels, car on ne cherche habituellement pas à comprendre le sens global des demandes faites à la mairie ; on cherche plutôt à les exécuter correctement. Il s'agit donc d'un processus de longue haleine, qui amène de façon fluide à un développement de compétences, tant chez les élus que chez les citoyens (meilleure compréhension des enjeux, formation à l'expression orale, ...).

À Loos-en-Gohelle, il existe également le programme « fifty-fifty », dispositif municipal qui accompagne des projets plus complexes, qui doivent répondre à des critères précis. On se retrouve alors dans une logique de co-production, où élus, agents et habitants collaborent pour la réalisation d'un projet. Ce processus participatif permet de reconnaître la légitimité des habitants dans l'élaboration de décisions politiques publiques. Leur apport est complémentaire à l'expertise technique et politique des autres acteurs. Encadrer cet « écosystème d'habitants » n'est pas un exercice d'improvisation pour les élus, et des formations leur sont régulièrement proposées, afin de faciliter et parfaire ce nouveau processus démocratique.

Notre société est actuellement traversée par la crise du Covid-19, mais également par des enjeux sociaux, environnementaux et économiques. Dans ce contexte, le processus de co-décision tel



qu'appliqué à Loos-en-Gohelle prend tout son sens. En arrivant à gérer ce contexte dans un réflexe de solidarité, de pensée en collectif et de confiance les uns envers les autres, un autre avenir est possible.

Mais comment attirer un autre public que les convaincus ? Pour donner envie au citoyen lambda de s'investir, il faut partir de ses besoins, le faire rêver en ayant recours à des éléments forts,

comme la mémoire locale, le patrimoine matériel et immatériel de la ville, les liens de communauté, et la richesse commune qu'un tel projet peut nourrir. Il faut aussi réussir à créer un lien de confiance et un cadre convivial. Il est également important d'avoir une figure charismatique qui incarne le projet, et qui soit bien entourée d'une équipe solide, comme c'est le cas pour le maire de Loos-en-Gohelle et son équipe.

« LE TIRAGE AU SORT, MIEUX QUE LES URNES POUR NOURRIR LA DÉMOCRATIE ? »



Avec **MIN REUCHAMPS**

Politologue à l'UCL et membre du comité de pilotage du G1000.

Vous voulez revoir cette rencontre ?

Rendez-vous sur notre chaîne Youtube CIEP-MOC Luxembourg, playlist : « Partons en live »

D'un point de vue démocratique, il serait logique de croire que les personnes concernées par des décisions politiques aient leur mot à dire par rapport à celles-ci. Cependant, notre système électif tel qu'on le connaît ne permet pas de répondre à ces attentes... Plusieurs dispositifs de participation citoyenne, sur base volontaire, ont déjà été mis en place, mais les statistiques ont montré que les personnes qui participaient au projet étaient le plus souvent éduquées, avec un revenu supérieur à la moyenne, parmi lesquelles figuraient un important nombre d'hommes blancs, ce qui n'est pas un miroir fidèle de notre société. Dans ce sens, le tirage au sort constitue une piste à suivre : en effet, en partant du principe que toute personne est importante dans une communauté, ce système a le mérite de donner sa chance à chaque citoyen.

Le tirage au sort offre la même chance à toute personne d'être invitée à participer à la chose publique.

De plus, en réitérant régulièrement l'expérience du tirage au sort, une rotation s'effectue par elle-même chez les citoyens et nous sommes tantôt gouvernés, tantôt gouvernants. Le tirage au sort offre la même chance à toute personne d'être invitée à participer à la chose publique. Certains groupes sociaux sont cependant moins susceptibles de venir une fois sélectionnés, par peur ou par manque de confiance en leur jugement. Cependant, le fait de normaliser et multiplier cette expérience délibérative peut, par le bouche à oreille, encourager certaines personnes à se lancer dans le projet et à se sentir légitimes pour participer au débat.

Concrètement, comment se pratique ce processus démocratique ? Il est techniquement impossible de réunir les 11 millions d'habitants qui composent la Belgique afin qu'ils puissent débattre sur une question. Pendant longtemps, le referendum a été une réponse apportée à ces questions pratiques, mais celui-ci comporte certaines limites, notamment le fait qu'il ne permette

pas d'échanges sur une question donnée : chacun vote, seul face à son bulletin.

Or, le fondement de la démocratie délibérative est l'échange, le dialogue, y compris avec des personnes d'avis radicalement opposés. La voie prise pour le moment a donc été de passer par des panels citoyens, soit des groupes de personnes tirées au sort, ce qui permet d'avoir un échantillon diversifié de la population. Ainsi, un débat peut être créé, en raison du nombre restreint de participants, et celui-ci est nourri grâce à la diversité qu'il représente, car il est renouvelé tous les 18 mois. Les participants ont une mission : explorer une thématique et faire des propositions au politique.

Un nombre grandissant d'institutions politiques ont recours à cette combinaison de tirage au sort suivi de délibération, en complément des mécanismes de représentation basés sur l'élection. En février 2019, la communauté germanophone a voulu faire de ces rencontres occasionnelles un processus permanent : 24 personnes tirées au sort se réunissent régulièrement, et ont pour mission de réfléchir sur une thématique complexe et de faire un suivi avec le parlement. C'est là une première mondiale, car aucun pays n'avait alors élevé la délibération citoyenne au rang d'organe complémentaire au parlement. Bruxelles a également franchi le pas, en créant des commissions parlementaires dans lesquelles des citoyens tirés au sort vont travailler avec des élus. Cette formule hybride où politiques et citoyens se mélangent présente un avantage majeur : puisque des élus ont participé à la délibération, il serait malvenu qu'ils ne suivent pas les recommandations émises lors des débats...

Globalement, ces expériences de démocratie délibérative sont vécues avec beaucoup d'enthousiasme, tant du côté citoyen que politique. À la lecture des programmes politiques ou au détour de conversations, on observe que l'idée d'aller vers plus de démocratie participative est plus présente après ce genre d'expérience. Si certains restent persuadés que la décision doit rester aux mains des élus et que les citoyens ne doivent être que consultés, la majorité reconnaît l'importance de pouvoir discuter et prendre une décision collective, qui reflète la diversité de notre société.